



Ram Etwareea

La crise qui mine la Banque mondiale (BM) depuis six semaines n'est pas close avec la démission de son président Paul Wolfowitz, qui se retirera le 30 juin. La nomination rapide de son successeur, comme l'a annoncé la Maison-Blanche ce week-end, ne sortira pas l'institution de l'ornière. La BM mais aussi le Fonds monétaire international (FMI) doivent passer par des réformes en profondeur s'ils veulent maintenir leur crédibilité. Ils doivent surtout s'adapter à un monde où les rapports de force entre pays ne sont plus les mêmes qu'il y a 60 ans lors de leur fondation à Bretton Woods.

Ce n'est pas en nommant Tony Blair, aussi charismatique soit-il, qu'on apaisera l'ambiance pourrie au sein de l'organisation. Le premier ministre britannique viendrait simplement perpétuer un système dont le fondement même est contesté et illégitime.

Ces derniers mots ne sont pas exagérés. Le FMI et la BM recon-

naissent eux-mêmes la nécessité de se démocratiser. C'est pourquoi, en septembre 2005, lors de leur assemblée générale à Singapour, mandat a été donné au directeur du FMI Rodrigo Rato de proposer des réformes structurelles, notamment sur les mécanismes sensibles de la représentation au sein des organes dirigeants.

Avec 14% de la population mondiale, les pays industrialisés accaparent 60% des votes. Les Etats-Unis détiennent 17% des voix, ce qui suffit à leur conférer un droit de veto de fait sur les décisions, prises à la majorité de 85%. L'Union européenne dispose de neuf sièges au conseil d'administration. La Belgique pèse plus que

le Brésil, l'Inde ou encore la Corée du Sud. Les propositions de Rodrigo Rato sont donc attendues avec impatience à la prochaine assemblée cet automne à Washington. Mais il ne faut pas oublier que ce politicien a aussi reçu l'appui politique de Washington. Alors que Paul Wolfowitz était l'un des architectes de la guerre en Irak, l'ancien ministre espagnol des Finances au sein du gouvernement de José Maria Aznar en était un fervent partisan. Comme Paul Wolfowitz, qui a fait de la BM une officine au service de l'administration américaine, le directeur du FMI défend les intérêts des Etats-Unis sur la place financière mondiale.

Rodrigo Rato cherche notamment à renforcer le rôle de gendarme financier mondial, incluant le pouvoir de punir un pays si celui-ci mène une politique qui serait nuisible aux autres. Ce projet, qui n'est pas innocent, coïncide avec les pressions accrues sur la Chine pour qu'elle réévalue sa monnaie. Le lien est évident: les Etats-Unis ont avec celle-ci un déficit commercial de plus de 200 milliards de dollars par année et rendent le yuan sous-évalué largement responsable de cet état de fait.

La Grande-Bretagne mais aussi d'autres pays européens sont également favorables à l'octroi de nouveaux pouvoirs au FMI. Autant

Partage inéquitable

Pays	Quote-part en %
Danemark	0,76
Brésil	1,39
Suisse	1,58
Inde	1,89
Belgique	2,10
Canada	2,89
Italie	3,21
Chine	3,67
France	4,87
Grande-Bretagne	4,87
Allemagne	5,90
Japon	6,04
Etats-Unis	16,83

SOURCE: FMI

15

La Banque mondiale imaginée

dire que les réformes concernant la représentation pourraient se faire attendre encore longtemps. Divisés sur le dossier Wolfowitz, les Etats-Unis et l'Union européenne resserreront les rangs pour défendre leurs privilèges non écrits, notamment le droit pour le premier de nommer le président de la BM, et pour le second celui du FMI.

Il y a cependant des fissures sur le front européen. Des pays comme les Pays-Bas, mais aussi la Suisse,

Ce n'est pas la nomination d'un Tony Blair qui apaiserait l'ambiance pourrie à la Banque mondiale

seraient favorables à un système où les compétences l'emporteraient sur la nationalité. Ces revendications sont soutenues par une large alliance internationale d'organisations non gouvernementales (ONG) et des personnalités. En Suisse, Alliance Sud qui fédère plusieurs organisations de développement ainsi que Daniel Kaiser, ancien directeur suisse au FMI, appuie cette demande. Selon eux, il y va de la crédibilité de deux institutions.

Que risquent-elles en cas de statu quo? Le FMI, qui se trouve

actuellement dans la situation d'un pompier sans incendies à éteindre, poursuivrait dans sa voie de marginalisation. Il détient aujourd'hui une montagne d'argent, mais sans client à qui prêter. L'assèchement de ses recettes, qui reposent en grande partie sur les intérêts des prêts consentis, menace son fonctionnement.

Les pays pauvres de la planète ne peuvent se passer des prêts de la BM. Cela n'empêche que nombre d'entre eux, notamment en Asie et en Amérique du Sud, connaissent une vraie amélioration de leur santé financière et recourent désormais au marché privé des capitaux pour financer leur développement. Par ailleurs, l'intérêt grandissant du secteur privé pour les infrastructures diminue aussi le rôle de la BM.

La marginalisation de la Banque mondiale est peut-être déjà une réalité. De nombreux pays, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes, préfèrent contourner les institutions de ce type et gérer bilatéralement leur coopération au développement. L'annonce par la Chine la semaine dernière de consacrer 20 milliards de dollars aux infrastructures en Afrique et celle faite ce week-end par le prince régnant de Dubaï de créer une fondation de 10 milliards de dollars pour l'éducation au Moyen-Orient ont aussi de quoi marginaliser la BM.

Le Temps 26.5.2007 Guide